

# 4<sup>e</sup> licence mobiles: les salariés d'Alcatel-Lucent font pression sur l'Arcep

Des délégués du personnel d'Alcatel-Lucent ont obtenu gain de cause sur au moins un point, suite à leur forte mobilisation, qui s'est traduite, ce 11 novembre, par le rassemblement d'un demi-millier de salariés à Rennes.

Ainsi, Jean-Ludovic Silicani, président de l'Arcep, fait un geste: il a accepté de recevoir ce vendredi 13 décembre, une délégation de personnels. Selon des sources syndicales (CFDT, entre autres), les salariés du géant des télécoms veulent l'alerter sur le fait que, selon eux, Iliad (Free) dans la perspective du déploiement d'**une nouvelle infrastructure de radio-communications** pour exploiter la 4<sup>e</sup> licence mobile, ferait appel à des équipementiers chinois (comme Huawei ou ZTE, pour ne pas les nommer...).

On sait que la haute autorité devrait rendre son verdict en faveur de Free vraisemblablement avant la fin 2009. Donc, on peut effectivement s'attendre à ce que le nouvel opérateur de la 4<sup>e</sup> licence des mobiles se lance dans des investissements très conséquents en matière de noeuds de réseau et autres passerelles entre réseau Internet et réseaux radio.

Les salariés d'Alcatel Lucent ne craignent pas de faire directement pression, car il est clair que les marchés d'équipement et de services vont se chiffrer en centaines de millions pour commencer et en milliards d'euros à terme.

Ces mêmes délégués des personnels ne se privent donc pas d'alerter les autorités publiques en exigeant **une « politique de régulation européenne »** afin de protéger les industriels, fabricants d'équipements et de solutions télécoms.

Cet entretien avec le président de l'Arcep aura-t-il un autre impact que médiatique?